

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02100 Saint-Quentin

Saint-Quentin, le 25/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEREOS FRANCE**

Rue de Senlis  
77230 Moussy-le-Vieux

Références : ORI24RAVINSP\_169  
Code AIOT : 0005100521

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite. L'inspection a été annoncée le 16/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS FRANCE exploite sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Thenelles et Neuville une sucrerie et des unités de fabrication d'alcool à base de betterave et de blé.

Le site d'Origny-Sainte-Benoite est soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE avec un statut de SEVESO Seuil Bas.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° IC/2020/195 en date du 23 novembre 2020. L'établissement est soumis à la directive IED.

Le site compte 320 salariés avec un fonctionnement en 3\*8 continue.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- les volumes d'eau prélevés ;
- l'étude technico-économique "sécheresse" ;
- le plan d'actions sécheresse ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Action sécheresse	AP Complémentaire du 18/12/2020, article 2	Sans objet
2	Action sécheresse	AP Complémentaire du 18/12/2020, article 3	Sans objet
3	Actions 2022 et 2023	AP Complémentaire du 18/12/2020, article 3	Sans objet
4	Action sécheresse	AP Complémentaire du 18/12/2020, article 4	Sans objet
5	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 4.1.1	Sans objet
6	Dimensionnement des digues	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a fait l'état des lieux des actions de l'étude technico-économique de réduction des prélèvements et des consommations d'eau de Téréos du 20/07/2022. Une baisse des prélèvements d'eau est déjà significatif depuis 2019.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Action sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/12/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volumes d'eau prélevés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les relevés des volumes prélevés en nappe et dans la rivière OISE font l'objet d'un enregistrement, et sont transmis à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;</li><li>- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les fréquences de transmission ont été respectées pour l'année 2023 (janvier, mars et tous les mois à partir de juin).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Action sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/12/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico économique
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.</p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.</p> <p>L'étude se positionne également sur la faisabilité technique et économique d'atteindre un niveau de consommation annuelle d'eau de surface n'excédant pas 4,5 millions de m<sup>3</sup>.</p> <p>L'étude comporte a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Etat actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.</li><li>- Historique de la consommation d'eau de l'établissement sur une période de 15 ans au minimum.</li><li>- Caractérisation de l'impact des extensions successives de la sucrerie -distillerie depuis 2005 sur la consommation d'eau et la comparaison aux projections figurant dans les dossiers de demande d'autorisation ;</li><li>- Démonstration de l'absence d'impact des prélèvements sur la rivière Oise, en garantissant en permanence un débit minimum au moins égal à 10 % du module interannuel, y compris en périodes d'étiage.</li><li>- Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.</li><li>- Etude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.</li><li>- Echancier de mise en place des actions de réduction envisagées.</li></ul> <p>L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'article 3 de l'APC, référencé IC/2020/203, du 18/12/2020 prescrit la réalisation d'une étude technico-économique avec un délai de 18 mois concernant l'optimisation de la gestion globale de l'eau du site TEREOS Origny.</p> <p>Par courrier du 22/07/2022, l'exploitant a transmis au préfet l'étude demandée, l'Inspection des installations classées a reçu le document par courrier le 08/08/2022.</p> <p>Par courrier du 05/09/2022, l'Inspection a demandé des compléments, en particulier sur la formalisation du plan d'actions prenant en compte les différents niveaux relatifs aux dispositifs sécheresse. L'exploitant a transmis à l'Inspection les compléments demandés le 07/11/2022.</p> <p>La société TEREOS Origny a sollicité la société BURGEAP pour l'assister dans l'élaboration de l'étude imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2020.</p> <p>Le rapport rédigé par BURGEAP du 20/07/2022 étudie la maîtrise des prélèvements d'eau pour la</p>

prévention des risques de sécheresse, portant sur les actions graduées de réduction des prélèvements et rejets en cas de sécheresse et en traitant un volet « mesures pérennes » et un autre volet « plan d'actions sécheresse ».

Le rapport comprend :

- la présentation du site TEREOS d'Origny-Sainte-Benoite ;
- l'utilisation de l'eau et la nature des rejets ;
- la définition des mesures de gestion selon l'arrêté préfectoral cadre sécheresse ;
- les solutions de réduction des consommations en eau ;
- la conclusion ;
- les annexes (32 tableaux et 21 figures).

La principale contrainte du site TEREOS d'Origny-Sainte-Benoite concerne l'absence de lien de proportionnalité linéaire entre la consommation en eau et les différentes productions du site, avec un fonctionnement différent selon la période de l'année.

La particularité du site TEREOS d'Origny-Sainte-Benoite est sa boucle de refroidissement semi-ouverte dédiée aux unités de fermentation de la distillerie Thenelles qui représente 50 % de la consommation en eau de surface du site. De plus, le débit d'eau envoyé dans cette boucle dépend des saisons de l'année et des températures de la rivière Oise lors de son pompage ainsi que de l'eau présente dans le bassin B1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/12/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude Technico économique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Actions retenues par Téréos pour réduire ses consommations d'eau : Rapport BURGEAP CACINO211455 / RACINO04846-01 du 20/07/2022 pages 92 à 94</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le volume d'eau prélevé dans l'Oise est utilisé pour le process et pour le refroidissement des installations. Il était de 5 242 654 m<sup>3</sup> en 2022, 4 457 672 m<sup>3</sup> en 2023 soit une baisse de 20 % par rapport à l'année de référence de 2019 (5 872 892 m<sup>3</sup>).</p> <p>Le besoin en eau prélevée est tributaire de la température de l'eau, de la durée de la campagne et des procédés d'exploitation. Par exemple, la mise en place du suivi des COV sur les colonnes de lavages depuis mi 2023, induit une augmentation de la quantité d'eau.</p> <p>L'inspection a fait un état des lieux des actions mises en place par la société Téréos :</p> <p><b>Action 2019</b> relative à la refonte du sucre non conforme à partir du bac JAE (Atelier conditionnement) en lieu et place d'eau potable</p> <p>Les relevés du compteur associé au volume de JAE dirigé vers la refonte de sucre (atelier conditionnement) indiquent : C2020/2021 : 4 849,1 m<sup>3</sup> , C2021/2022 : 6 997,5 m<sup>3</sup> , C2022/2023 : 5 637,3 m<sup>3</sup> , C2023/2024 : 3 639,4 m<sup>3</sup>.</p> <p>Sur la base des 4 dernières campagnes, l'économie annuelle en eau potable est donc comprise entre 3 500 m<sup>3</sup> et 7 000 m<sup>3</sup>. Ce volume fluctue chaque année en fonction notamment de la durée de campagne, de la richesse en sucre de la betterave, du mode de fonctionnement de l'usine, etc.</p> <p><b>2019 / 2020 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>TAR DVO et TAR Déshy : En campagne, eaux condensées utilisées en appoint au lieu de l'eau de rivière <b>Fait, gain 130 000 m<sup>3</sup>/an</b></li> </ul> <p><b>2021 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Recyclage des eaux issues des colonnes de lavage des gaz issus de la pré-fermentation et de la fermentation vers la préparation des moûts faibles en intercampagne (dilution du moût) – Distillerie Thenelles : <b>Fait, gain 20 000 m<sup>3</sup>/an</b></li> <li>Circuit refroidissement : Ajustement des appoints d'eau au niveau des bassins B1 et B5 pour une gestion plus précise du delta de températures (Réglage de l'ouverture de la vanne manuelle pour alimentation du bassin B1). <b>Fait, gain difficile à quantifier</b></li> </ul> <p><b>En 2022 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Atelier STR – Remplacement de l'automatisme des nettoyages des cuves : <b>Fait, gain 500 m<sup>3</sup>/an</b></li> <li>Atelier STR – Ajout d'un flotteur au niveau de la TAR pour limiter l'appoint d'eau potable au strict nécessaire : <b>Action supplémentaire, gain 4 000 m<sup>3</sup>/an.</b></li> <li>Distillerie DVO – Refroidissement des cuves de fermentation situées en extérieur : Ajout d'une batterie d'échangeurs en pied de cuves (récupération de calories) au niveau du refroidissement des cuves de fermentation situées en extérieur : <b>Fait, gain 600 m<sup>3</sup>/an</b></li> </ul>

### **Optimisation énergétique au niveau de la rectification Rectif1 – Distillerie Thenelles :**

Actions initiée en intercampagne 2023 (à **pérenniser en intercampagne 2024**) : mise en place d'un échangeur entre les vinasses légères et l'eau de rivière décarbonatée. Cette action consiste à utiliser un échangeur qui permet de refroidir les vinasses tout en réchauffant l'eau décarbonatée (cette optimisation d'échange de calories n'existait pas avant).

La substitution de l'eau du B1 (auparavant utilisée pour refroidissement des vinasses légères) par de l'eau décarbonatée a pour effet de renvoyer des eaux moins chaudes vers le bassin B1, et donc de diminuer l'appoint d'eau nécessaire (Oise) pour la boucle refroidissement. Cette économie d'eau ne peut pas être mesurée par le biais d'un compteur. Elle a été estimée sur la base d'un calcul théorique lié à la diminution des calories apportées dans le bassin B1 (**estimation de l'ordre de 100 000 m<sup>3</sup> /an**).

### **Actions BURGEAP Retenues 2023 :**

**Action n° 1** Mise en place d'une meilleure régulation du débit d'appoint du bassin B1 pour alimenter la boucle de refroidissement :

1ère étape : Mise en place d'une régulation manuelle de la vanne alimentant le bassin B1 => **FAIT en 2021**

2e étape : Mise en place d'une régulation automatisée => **ABANDONNE** ; Etant donné l'inertie associée à la température de l'eau, une régulation manuelle régulière (cf étape 1) suffit à l'atteinte de l'objectif recherché. Le gain d'économie d'eau supplémentaire attendu est négligeable.

**Action n°2 :** Réutilisation d'une partie du rejet STEP dans la boucle de refroidissement : Sujet à l'étude en 2024.

**Action n°5 :** Recherche de fuites sur le réseau de distribution de l'eau de surface :

#### **Stratégie recherche de fuite pour le réseau « eau de surface process / refroidissement » (Oise) :**

	Action	Avancement
Connaissance du réseau	Identification des portions de réseau aériennes et enterrées	<b>FAIT</b> mi-2023 par FDN. Constats : - 100% du réseau est aérien - La quasi-totalité du réseau se situe sur des lieux de passage Consommation : 5 à 6 000 000 m <sup>3</sup> /an
Suivi des conso	Relevé quotidien des 3 compteurs prélevant dans l'Oise	<b>FAIT</b> par les rondsiers chaufferie ( <b>déjà en place</b> )
Recherche des fuites	Pour les portions aériennes situées sur des lieux fréquentés, avis de travaux en cas de constat de fuite	<b>FAIT</b> ( <b>déjà en place</b> )
	Pour les portions aériennes situées sur des lieux peu fréquentés, passage hebdomadaire	<b>FAIT</b> par équipe bassin ( <b>déjà en place</b> )

#### **Stratégie recherche de fuite pour le réseau « eau de surface incendie » (Oise) :**

	Action	Avancement
Connaissance du réseau	Identification des portions de réseau aériennes et enterrées	<b>FAIT</b> Enterré à + 90% (hormis passage au-dessus des cours d'eau)
Recherche des fuites	En cas de déclenchement intempestif des pompes jockey (baisse pression réseau incendie), recherche de fuite	<b>FAIT</b> le cas échéant ( <b>déjà en place</b> )

**Action n°6 :** « mise en place de compteurs d'eau sur le réseau de distribution de l'eau de surface » => **ABANDONNE** ; En lien avec action n°5 (recherche de fuite), le site a fait l'état des lieux du réseau eau de surface en 2023. Le réseau étant essentiellement aérien, une fuite peut aisément être constatée au travers des différentes rondes réalisées par le personnel. La mise en place de compteurs permettrait une meilleure connaissance de la répartition de l'eau entre ateliers mais n'aurait pas/peu d'impact sur la réduction de la consommation à proprement parler.

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 4 : Action sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/12/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'actions sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».</p> <p>Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).</p> <p>Ce plan d'actions détaille :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de «vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 615 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation de vigilance renforcée sécheresse .</li><li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 1230 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation d'alerte sécheresse.</li><li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte sécheresse renforcée ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 2465 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation d'alerte renforcée sécheresse.</li></ul> <p>Les actions identifiées dans ce plan d'actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.</p> <p>Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de l'OISE au niveau de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'article 4 de l'APC, référencé IC/2020/203, du 18/12/2020 prescrit la réalisation d'un plan d'actions sécheresse comportant une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits.</p> <p>Concernant l'élaboration du plan d'actions « sécheresse » la société TEREOS Origny a étudié dans son ETE de manière systématique, pour chaque poste de consommation d'eau, les possibilités pour différer ou réduire la consommation d'eau en cas de déclenchement d'un dispositif sécheresse. L'exploitant a abouti à une liste d'actions activables, pour chaque niveau de dispositif sécheresse. Ces actions sont pour l'essentiel de type organisationnel, sachant que selon l'exploitant la majorité des usages de l'eau sont indispensables au process et peu compressibles</p>

dans un délai réduit.

La société Téréos a présente à l'inspection une condition d'exemption à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau. Les réductions de 5, 10 et 25 % ne sont pas donc pas applicables.

Le volume rejeté dans l'Oise est supérieur au prélèvement d'eau dans l'Oise ; la consommation d'eau est considérée comme nulle.

	Prélèvement d'eau Oise (m³/an)	Rejet dans l'Oise (m³/an)	Consommation d'eau (m³) <i>Rejet dans l'Oise - Prélèvement dans l'Oise</i>
2018	5 735 899	5 910 746	174 847
2019	5 622 132	5 678 532	56 400
2020	5 642 209	6 184 691	542 482
2021	4 631 895	5 021 656	389 791
2022	5 366 994	5 784 087	541 433

Même si l'exploitant est non assujetti à l'AM du 30/06/2023, l'inspection invite la société Téréos à mettre en place les actions identifiées par l'exploitant dans son ETE en période de sécheresse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Cf. tableau de l'AP du 3/11/2020 L'eau du réseau publique est utilisée pour les besoins domestiques (ou assimilés) et pour l'usage alimentaire (atelier d'inversion de saccharose, lavage des résines échangeuses d'ions,...). L'exploitant devra limiter ses prélèvements de façon à laisser couler en permanence dans la rivière Oise un débit réservé égal au moins à 1/10ème de son module interannuel.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 22 juillet 2022 transmettant l'étude technico-économique demandée, la société TEREOS Origny indique que s'agissant de la faisabilité technique et économique d'un niveau de consommation d'eau de surface n'excédant pas 4,5 M m <sup>3</sup> : l'étude démontre que cet objectif n'est pas atteignable et que cette valeur a été insérée dans l'arrêté préfectoral à la suite d'une erreur matérielle. Les résultats de l'étude montrent la possibilité d'une valeur limite maximum annuelle sur la globalité des eaux de surface de 5,3 M m <sup>3</sup> . Les consommations d'eau potables liées à la production de sucre excèdent 100 000 m <sup>3</sup> . Aussi une valeur limite de 120 000 m <sup>3</sup> sur l'eau potable correspond aux besoins du site. De plus l'exploitant précise que cette augmentation est contrebalancée par la diminution de la consommation globale d'eau. Au travers des éléments fournis dans l'étude technico-économique et tenant compte des relevés déclarés dans le cadre de l'autosurveillance au travers de l'application GIDAF, l'Inspection propose donc la modification de l'article 4.1.1 par le biais d'un APC afin de définir le volume de prélèvement : <ul style="list-style-type: none"><li>• des eaux de surface à hauteur de 5 300 000 m<sup>3</sup> maximum annuel ;</li><li>• dans le réseau public à hauteur de 120 000 m<sup>3</sup> maximum annuel.</li></ul> Un APC viendra modifier l'article 4.1.1 de l'AP du 23/11/2020.  Le fait susceptible de suite émis dans le rapport, référencé TERE21Rpref_500 », du 10/11/2021 est levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Dimensionnement des digues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les digues seront réalisées par compactage conformément aux règles de l'art. Elles seront dimensionnées et ancrées de façon à pouvoir résister en toutes circonstances à la pression des liquides et matériaux contenus ainsi qu'aux contraintes extérieures (inondations de la vallée). Toutes mesures utiles seront prises pour éviter leur érosion par les vagues ou leur minage par les rongeurs éventuels.
<b>Constats :</b>  <b><u>Constat du 24/06/2022 :</u></b> [...] Concernant V2, qui n'est pas un bassin de décantation, l'exploitant précise qu'il n'est pas possible de le vider entièrement, ce qui complique la recherche de solution. [...] Observation n°1 : L'exploitant est invité à poursuivre la recherche de solutions qui lui permettront de répondre au besoin d'augmenter la revanche du bassin V2 de manière conséquente. S'il ne se conforme pas aux conclusions de l'expertise G5 réalisée en 2021 concernant la revanche, il s'appuiera sur un avis d'expert pour la définition d'une revanche plus précise pour ce bassin.  <b><u>Réponse par courrier par l'exploitant le 04/05/2023 :</u></b> "Une opération de curage du bassin V2 a été réalisée durant le 2 <sup>ième</sup> semestre 2022. La société SECHE a retiré l'équivalent de 2000 tonnes de boues (en équivalent matières sèches). Suite à cette opération, le niveau d'eau dans le bassin est passé de 2,06 à 1,96 permettant ainsi le respect de la revanche. Aussi, le site prévoit la réalisation de curages plus réguliers."  <b><u>Constat du 11/03/2024 :</u></b> La société Tereos a testé le curage du bassin V2 par une curreuse sous eau en 2023. Suite au test concluant, Tereos a décidé d'acheter ce matériel afin de réaliser un curage régulier du bassin V2 et ainsi maintenir le niveau de revanche. Ce matériel sera installé à la fin du 1er semestre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite